

---

Razmig KEUCHEYAN, *La Nature est un champ de bataille.*  
*Essai d'écologie politique*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Zones, 2018, 230 pages

Sarah Calba

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/21792>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.21792](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.21792)

ISSN : 2259-8901

**Éditeur**

Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**

Date de publication : 31 décembre 2019

Pagination : 358-360

ISBN : 9782814305632

ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**

Sarah Calba, « Razmig KEUCHEYAN, *La Nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique* », *Questions de communication* [En ligne], 36 | 2019, mis en ligne le 31 décembre 2019, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/21792> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.21792>

---

Tous droits réservés

trop rapide sur ce point. À cet égard, la mobilisation d'autres sources, notamment archivistiques, pourrait utilement compléter ce travail puisqu'il repose en grande partie sur le croisement entre une analyse de la presse et de la production éditoriale de l'époque et une synthèse de la bibliographie existante sur le sujet. Ces sources permettraient de mieux comprendre les ressorts politiques de l'engagement de ces acteurs, car les idées ne s'incarnent pas uniquement dans leur dimension culturelle ou esthétique, mais aussi dans des chronologies précises et dans des débats de fond qui ne sont que peu abordés dans le livre. La critique du « suicide intellectuel que représentait l'étude des textes de Mao » (p. 68) est d'autant plus aisée que plus personne ne viendrait défendre le maoïsme aujourd'hui, au risque de donner le sentiment que cet engouement ne fut qu'une dérive sectaire sans prendre le temps d'étudier ce qu'étaient ces idées maoïstes et en quoi elles furent discutées sérieusement par l'extrême gauche en Occident. L'approche culturelle, si elle trouve sans doute ses limites ici pour saisir le maoïsme dans sa totalité, a toutefois le mérite de ne pas éclipser des objets jugés parfois secondaires et de proposer des comparaisons avec les autres régimes communistes, soviétique et cubain, qui ouvrent des perspectives particulièrement stimulantes pour les recherches à venir sur le siècle des totalitarismes. La parution simultanée d'un ouvrage collectif dirigé par Miao Chi, Olivier Dard, Béatrice Fleury et Jacques Walter (*La Révolution culturelle en Chine et en France*, Paris, Riveneuve Éd., 2017), rassemblant des chercheurs de nationalité et d'horizons disciplinaires divers, montre la variété des approches possibles du phénomène et illustre tout l'intérêt – cinquantenaire après –, d'approfondir la compréhension de la Révolution culturelle chinoise et sa réception en France (Magaud, Véronique, « Miao Chi, Olivier Dard, Béatrice Fleury, Jacques Walter, dirs, *La Révolution culturelle en Chine et en France*. Paris, Riveneuve Éd., 2017, 378 pages », *Questions de communication*, 33 (1), 2018 ; pp. 361-365).

**Maxime Launay**

*Sirice, Sorbonne Université, F-75005*

*lm.launaymaxime[at]gmail.com*

**Razmig KEUCHEYAN, *La Nature est un champ de bataille. Essai d'écologie politique***

Paris, Éd. La Découverte, coll. Zones, 2018, 230 pages

Dans cet ouvrage qui se présente comme un « essai d'écologie politique » – donc comme une réflexion sur la manière dont nos sociétés organisent les relations avec leur environnement –, Razmig Keucheyan formule une thèse singulière dans laquelle la « nature », les

problèmes environnementaux et en particulier la « crise écologique » actuelle sont appréhendés selon une approche marxiste. En effet, pour l'auteur, « la nature n'échappe pas aux rapports de force sociaux » (p. 11) ; bien au contraire, celle-ci fait partie intégrante de notre mode de développement ici nommé « capitalisme » donc fondé sur des « oppositions de classe », des intérêts divergents, qu'il serait illusoire de vouloir mettre de côté sous prétexte, non sans une forme d'urgence, que la crise écologique toucherait l'humanité dans son ensemble.

Pour argumenter cette thèse, Razmig Keucheyan commence justement par démontrer qu'en matière d'environnement, les problèmes ne sont pas également répartis : ils affectent certaines personnes, certaines parties de la population plutôt que d'autres, et, en cela, ils ne diffèrent pas d'autres types de problèmes politiques. Ainsi le premier chapitre est-il consacré au « racisme environnemental » c'est-à-dire à la manière dont le rapport à l'environnement (depuis l'accès aux ressources jusqu'à la gestion des déchets, en passant par les risques liés aux catastrophes naturelles, elles-mêmes accrues par diverses pressions anthropiques) s'organise au détriment de groupes d'individus identifiés selon des normes culturelles historiquement bien ancrées – normes que j'ai du mal à faire perdurer en nommant ces groupes... y compris dans cette note de lecture – tels que les « Noirs », les « Latinos » et autres « minorités ethnoraciales ». Fondant sa démonstration sur différents cas d'étude – dont la diversité des échelles et des contextes est à souligner –, l'auteur conclut que « les conséquences néfastes du développement capitaliste ne sont pas subies de la même manière, au même degré, par tous les secteurs de la population » (p. 83). Ces inégalités concernent la race, mais aussi la classe et le genre – autant de catégories qui ne surprendront pas le lecteur de la part d'un sociologue. Il ne manque que l'âge pour parfaire le tableau de l'analyse sociologique « normale »... D'autres « secteurs » de la population, plus privilégiés, seraient donc moins affectés par la crise écologique ; d'aucuns parviendraient d'ailleurs à en « tirer profit » : c'est la logique même du système capitaliste. Les deux chapitres suivants concernent les manières dont le capitalisme se tire de cette crise écologique – par la création de nouvelles sources de profit et par la gestion des risques ou incertitudes liées à l'exploitation du capital –, alors même qu'il en est responsable, en partie tout du moins.

Ainsi le deuxième chapitre porte-t-il sur la « financiarisation de la nature », en particulier sur le développement des assurances liées aux risques climatiques. S'appuyant aussi bien sur des histoires anecdotiques – au sens non péjoratif car, prises dans l'argumentation, ces anecdotes

sont tout à fait significatives – telles que le massacre du *Zong* en 1781 qui permet d'analyser les décisions prises en matière de dédommagement suite au naufrage d'un navire négrier; que sur des documents produits par les acteurs en question (les compagnies d'assurances et de réassurances) et les travaux d'autres chercheurs, Razmig Keucheyan parvient à exposer de façon convaincante les principes et les enjeux de l'assurance, notamment son rôle dans l'équilibre économique au niveau mondial et ses récents développements en lien avec les perturbations environnementales. Selon un cadre idéologique marxiste pleinement assumé, il en profite pour décrire le rôle de l'État – conçu comme un régulateur dans l'usage des conditions de production, mais aussi comme un constructeur de la nature – et sa connivence croissante avec le monde de la finance ; une situation qui pourrait se résumer ainsi : « Le capitalisme exploite la nature, ce qui occasionne des dépenses de plus en plus importantes pour l'État, qui s'en remet aux marchés financiers pour y faire face » (p. 145). D'après l'analyse de Razmig Keucheyan, le capitalisme trouve donc des solutions pour subsister malgré la dégradation de son environnement (c'est-à-dire de ses moyens de production) – une dégradation qui devient paradoxalement source de nouvelles opportunités. Il ne faudrait pas s'imaginer que la perception d'une catastrophe écologique à venir portera nécessairement atteinte au capitalisme.

Les acteurs de la finance ne sont pas les seuls à bénéficier – si l'on peut dire – de la crise écologique. Comme le raconte l'auteur dans le troisième chapitre intitulé « Les guerres vertes, ou la militarisation de l'écologie », les forces militaires auraient également su s'adapter, voire tirer parti pour leur propre développement de cette instabilité nouvelle liée à la crise écologique – une crise qui, de façon globale et malgré tout difficilement prévisible, crée ou accentue certaines tensions ; et ce, à différentes échelles. Si les paramètres environnementaux préoccupent les militaires depuis bien longtemps, spécialement dans leur usage stratégique, ils revêtent spécialement une telle importance qu'ils tendent à bouleverser « l'art de la guerre » (d'où l'usage de l'expression « guerres vertes ») – un art que l'auteur considère comme... disons-le, capital. Ce chapitre, intéressant à plein d'égards, en particulier dans sa manière de comprendre le rôle des militaires au sein du système capitaliste – la pensée exposée dans ce livre fait ainsi preuve de beaucoup de cohérence –, se conclut par une remarque concernant « la pauvreté de la réflexion stratégique en général dans les théories critiques actuelles [qui] se complaisent souvent dans des abstractions fort peu politiques ». Il affirme ensuite que « l'étude de la stratégie militaire est un passage obligé pour la compréhension et la transformation de celle [la

société] dans laquelle nous vivons » (p. 222). Cela en dit long sur son travail, sur sa vision du monde... et sur nos désaccords. Je ne sais pas ce qu'en comprendront d'autres lecteurs, mais pour moi qui étudie la stratégie, non militaire mais langagière, en essayant de repenser les enjeux de l'éristique, et ce seulement pour déconstruire ses finalités sous-jacentes (à savoir la volonté d'annihiler son adversaire) et une certaine conception de l'homme que le concept de stratégie engage d'après moi, j'ai du mal à partager ce point de vue.

Ainsi, malgré l'intérêt de la problématique et la richesse d'analyse que renferme *La Nature est un champ de bataille*, son argumentation n'a pas été sans poser problème. Je poursuivrai donc cette note par des critiques un peu plus affirmées – et du même coup, un peu plus singulièrement formulées – à l'encontre de ce texte, non pour en décourager la lecture, mais pour engager la discussion, autrement dit la confrontation d'avec un autre cadre idéologique, un autre mode de penser. Pour commencer, j'aimerais dire quelques mots du style argumentatif mis en œuvre. Disons d'emblée que la lecture du livre est loin d'être laborieuse... je pourrais même dire qu'elle est facile ou encore fluide tant le texte est bien structuré. Pourtant, ou pour cette raison justement, parce que le lecteur n'est pas perturbé dans ses habitudes langagières, parce qu'il n'a pas à fournir un effort de lecture particulier; parce que l'expression est très claire, très linéaire, peu encline à se jouer d'elle-même – peut-être l'auteur juge-t-il le sujet trop sérieux –, efficace dans la transmission des informations et finalement peu soucieuse de se donner à voir comme un point de vue à discuter, ce texte m'a semblé assez peu subversif et parfois ambigu. Ainsi, alors qu'une très grande partie de l'argumentaire se fonde sur des déclarations chiffrées ou des faits statistiquement construits extraits de diverses études – aux objectifs et aux méthodes sans doute très différents –, à aucun moment Razmig Keucheyan ne met en doute leur interprétation ou suggère l'existence de « données » contradictoires. Si les faits – qu'ils soient chiffrés ou non d'ailleurs – sélectionnés et agencés par l'auteur participent à construire sa pensée et à étayer son argumentation, ils ne constituent pas (pour moi) des preuves de l'état du monde ou des certitudes quant aux événements passés... ils sont juste des éléments d'un discours et c'est en cela, en rapport avec ce discours singulier, qu'ils sont intéressants. La manière dont Razmig Keucheyan expose « ses » faits semble révéler un désaccord épistémologique assez profond. Malheureusement pour moi qui attache beaucoup d'importance aux questions épistémologiques – autrement dit à ce qui fonde et justifie nos connaissances, tout comme nos manières de connaître –, il me semble que son réalisme (ou pragmatisme) politique tend à évacuer ce genre de réflexions.

Bien sûr, je sais que Razmig Keucheyan a écrit un livre au sujet du constructivisme et que c'est sans doute ce courant épistémologique qui l'inspire au su de ses aspirations à l'action émancipatrice. Mais les critiques qu'il adresse à certains auteurs constructivistes lorsqu'il défend le choix de sa « boussole marxiste » sont plutôt déroutantes. Au sujet de Bruno Latour et de sa « théorie générale de la (non-) modernité », il déclare : « Il s'agit cependant d'une théorie dans le fond fort peu politique, bien qu'elle soit exposée dans des ouvrages qui ont pour titre *Politiques de la nature* ou *Les atmosphères de la politique* » (p. 48). Contrairement à Razmig Keucheyan, je crois que les écrits de Bruno Latour sont hautement – mais autrement – politiques. Si on l'entend au sens large, c'est-à-dire comme ce qui a rapport avec la manière dont les sociétés s'organisent, le caractère politique d'une théorie ou d'un point de vue ne devrait pas, je crois, être déterminé par sa propension à parler d'institutions étatiques, d'économie ou de problèmes sociaux tels qu'ils sont formulés dans les journaux d'actualité par exemple. Notre vie sociale peut être appréhendée de bien des manières, y compris par le biais d'études de nos habitudes langagières ou conceptuelles. Ainsi, face à la question-synthèse posée dans le dernier paragraphe de la conclusion du livre, « quelle alternative au catastrophisme ? » (p. 227), et surtout face à la réponse proposée par l'auteur, « politiser la crise », je m'interroge sur ce que cette expression – très belle et enthousiasmante – signifie pour lui. La phrase suivante précise : « Autrement dit, défaire le triptyque que forme le capitalisme, la nature et l'État, et empêcher que ce dernier œuvre en faveur des intérêts du capital ». J'en viens alors à penser que nos désaccords politiques – ceux concernant les multiples manières dont les individus font société, ce qui inclut aussi une certaine esthétique – sont plus importants que ce que notre « engagement de gauche » pourrait laisser penser et ne pourront être transformés si le terme politique se limite à une lutte contre le capitalisme.

Sarah Calba

Hyperthèses, F-67000  
sarah.calba[at]hypertheses.org

**Thierry LENTZ, *Bonaparte n'est plus ! Le monde apprend la mort de Napoléon. Juillet-septembre 1821***  
Perrin, Paris, 2019, 308 pages

Le 5 mai 1821, Napoléon mourait à Sainte-Hélène. De Vernet à Chateaubriand, les arts et les Lettres ont tant et si bien illustré l'événement que l'on considère généralement cette date comme celle de la naissance du mythe, et que l'on croirait volontiers que cette mort eut sur le champ un

considérable écho. En réalité, « "Bonaparte" n'était plus et Napoléon ne revivait pas encore » (p. 224).

À travers ce petit livre, précis et documenté, le directeur de la Fondation Napoléon remet les pendules à l'heure. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la circulation des informations était bien plus lente que cela n'est le cas de nos jours ; la nouvelle parvint en Europe plus de cinq semaines après la mort de l'empereur. Le titre de l'ouvrage est emprunté au journal anglais d'opposition *The Statesman*, qui annonça en premier le décès dans son édition du 4 juillet. C'est par la presse anglaise que Marie-Louise apprit quelques semaines plus tard qu'elle était veuve. En Angleterre, on n'accorda qu'une importance d'ordre secondaire à la nouvelle. Avec humour, l'auteur montre que le roi George IV se réjouit à l'annonce de la mort de son ennemi le plus mortel, croyant qu'il s'agissait de la reine dont il allait divorcer (p. 59). L'Europe de 1821, quoique née du Congrès de Vienne, n'était plus celle de 1815. Napoléon n'était plus au cœur des préoccupations et sa disparition fut accueillie avec indifférence, comme le déplore alors George G. Byron. La conclusion principale du livre est que l'écllosion du mythe napoléonien fut un processus à « mèche lente ». Rien ne laissait alors augurer le retour des cendres. C'est la publication du *Mémorial de Sainte-Hélène*, deux ans plus tard, qui allait relancer la fascination pour Napoléon et rendre possible un retour en grâce des idées bonapartistes.

Réalisée avec toutes les précautions nécessaires, l'autopsie avait établi que Napoléon était mort des suites d'un cancer de l'estomac. Ces constats n'empêchèrent pas la rumeur d'un empoisonnement de se répandre, d'abord en Angleterre, où la presse, après la mort de la reine Caroline de Brunswick survenue le 7 août, soupçonna également George IV de l'avoir fait disparaître pour régler ses différends conjugaux. De même, le bruit courut que les Rothschild, établis à Londres avaient retardé la diffusion de la nouvelle pour spéculer sur les réactions possibles. C'était d'autant moins plausible que celles-ci furent limitées, tandis que les affaires des Rothschild atteignaient déjà un volume bien supérieur à ce qu'aurait pu représenter l'affaire en question. En l'occurrence, on n'était pas loin de la thèse du complot juif. Le pas fut franchi en 1922, lorsque l'historien Léonce Grasilier reprit l'affaire sur la base d'une simple lettre de Charles-Frédéric Reinhard, ambassadeur de France auprès de la Confédération germanique (pp. 68-69). Ce dernier avait répercuté une rumeur sans en percevoir l'in vraisemblance. Les fausses nouvelles n'étaient pas moins fréquentes au XIX<sup>e</sup> siècle que les *fake news* au XXI<sup>e</sup>. La thèse de l'empoisonnement allait resurgir dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.